



ÉGLISE-WALLONIE

ÉDITORIAL

DE THOMAS MORE À

PUBLIFIN

En 1516, Érasme fait publier à Leuven la première édition de L'Utopie de Thomas More, homme politique anglais inventeur du terme utopie. Pour le 500e anniversaire de cet événement, l'Université catholique de Louvain (UCL) a publié des extraits de L'Utopie commentés par des membres de la communauté universitaire néo-louvaniste. Cette publication fait partie de multiples initiatives organisées lors de l'année académique 2015-2016 afin «de mettre en avant une multitude d'utopies avec un u minuscule, une multitude d'idées modestes mais audacieuses qui ne sont réalisées nulle part et peuvent sembler irréalisables, mais n'en méritent pas moins de nourrir nos espoirs» (1). La Ville de Leuven et la KUL ont organisé également différentes manifestations, dont la magnifique exposition «À la recherche d'Utopia» sur la publication de L'Utopie et son contexte historique, tant au niveau artistique que technique et scientifique, autour de deux notions - l'univers et le temps - et avec la perspective selon laquelle «il faut rêver pour réaliser un monde meilleur».

Comme on le sait, de nombreuses utopies ont fait l'objet d'écrits et certaines ont été réalisées avec plus ou moins de succès. Et à l'occasion du 500e anniversaire de la première édition de L'Utopie, de nombreux articles et ouvrages ont été publiés, le philosophe

de l'urbain et essayiste Thierry Paquot ayant signalé que, rien qu'entre 1935 et 1997, pas moins de 1.649 études ont été publiées sur More !

Le même Thierry Paquot a adressé à More cinq lettres écrites sur un ton cordial et d'amitié «Cher Thomas, tu ...». Il y présente des éléments du projet utopique de son correspondant, fait le lien avec des utopies qui ont été développées par la suite et interroge le présent. Un livre chaleureux qui nous fait entrer dans l'intimité de deux amis savants et modestes (2).

De notre côté et aussi étonnant que cela puisse paraître à première vue, nous voulons associer ici More et Publifin. Publifin est un séisme économique-politique systémique qui englobe Liège et sa province, les intercommunales et des dizaines de sociétés. Au-delà des cumuls et des salaires, c'est tout un système malsain de liens souvent opaques entre institutions publiques et sociétés privées qui est dévoilé. Un système au profit de quel projet et de quel bénéfice pour la Wallonie ? **Pour reprendre un terme éculé, mais qui garde tout son sens : quelle gouvernance politique et économique voulons-nous ?**

Quant à Thomas More, qui fut décapité sur l'ordre du roi Henri VIII et canonisé en 1935, il fut proclamé patron des gouvernants et des hommes politiques par le pape Jean-Paul II le 26 octobre 2000. Mais Thierry Paquot signale que, si tout pâtissier sait bien que saint Honoré le protège, aucun député français interrogé n'a pu lui dire qui était son saint patron. Et pourtant, beaucoup de politiques et de citoyens devraient

connaître les propos oh combien toujours d'actualité du saint anglais. En effet, comme l'a aussi rappelé Paquot, l'helléniste français Guillaume Budé a, dans une lettre préface de l'édition de 1518 de L'Utopie, résumé «les 'trois principes divins' que tu t'efforces de circonscrire : 'l'égalité des biens et des maux entre les citoyens ou, si vous préférez, la citoyenneté complète pour toutes les classes ; l'amour constant et tenace de paix et de la tranquillité ; enfin, le mépris de l'or et de l'argent : trois antidotes, si j'ose dire, de toutes fraudes, impostures, duperies, fourberies et machinations malhonnêtes'». Et Paquot d'estimer encore que ces trois recommandations sont toujours valables, tandis qu'on notera que le titre de l'ouvrage «Le triomphe de la cupidité» de l'Américain Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, vaut déjà tout un discours (3). Ainsi, l'évocation du 500e anniversaire de la première édition de L'Utopie et de l'affaire Publifin, mais aussi diverses manifestations populaires dénonçant la corruption, notamment en Roumanie et en France, rappellent qu'il faut diagnostiquer, enquêter, prendre des mesures fortes et les appliquer, mais surtout construire un autre monde. Naïveté, diront certains ! mais pour Thierry Paquot encore : «un monde sans utopie est un monde condamné à mourir de froid. Je pense qu'il faut se réchauffer les cœurs par l'imagination qui invente des utopies et, si possible, les expérimenter», mais il faudra «simultanément désoccidentaliser notre esprit et l'écologiser», si bien que «la devise n'est donc plus 'liberté, égalité, fraternité', mais 'générosité, diversité,

équité'» (4).

Voilà, en tout cas, de quoi nourrir ce que Église-Wallonie doit continuer à développer et à promouvoir grâce au travail de ses membres, tous bénévoles, et de ses sympathisants. Et en faisant réseaux avec d'autres.

Pour le Comité Église-Wallonie,

Luc Maréchal, président

PS. Comme indiqué dans ce numéro, vont dans le même sens de ce qui vient d'être relevé la lettre Populorum communio des Évêques de Belgique et l'invitation des partenaires de Entraide et Fraternité au Guatemala prônant le «buen vivir» ou un meilleur vivre ensemble entre humains et avec la Terre.

(1) V.A., *Chemins d'Utopie, Thomas More à Louvain, 1516-2016*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2015, 180 pages.

(2) Thierry Paquot, *Lettres à Thomas More sur son utopie (et celles qui nous manquent)*, Paris, Éditions La Découverte, 2016, 180 pages.

(3) Joseph E. Stiglitz, *Le triomphe de la cupidité*, traduction de l'américain par Paul Chemla, Arles, Éditions Actes Sud Leméac, 2012, 516 pages.

(4) Thierry Paquot, Nous ne cherchons pas assez à être heureux dans *Le Monde, La Vie, L'Atlas des Utopies*, 2017, pp.179-182.

Merci de soutenir Église-Wallonie
Les cotisations et abonnements au bulletin trimestriel, de respectivement 20 et 10 € pour 2017, ainsi que les dons seront les seules rentrées financières du mouvement Église-Wallonie pour mener à bien les activités développées par ses membres, tous bénévoles, que sont ce bulletin, mais aussi le site désormais régulièrement enrichi et le forum électronique aux messages quotidiens, qui sont indiqués en fin de numéro ainsi que des journées d'études et le développement de liens dans des milieux très variés.

Merci d'y contribuer d'une manière ou d'une autre par le versement adéquat à faire au compte également signalé en fin de bulletin. Une pastille rouge est collée sur l'enveloppe d'envoi pour les membres de 2016 qui n'ont pas versé leur cotisation pour l'année en cours.

FAITS ET OPINIONS

Au-delà des événements et scandales politiques

Le vote majoritaire des Britanniques en faveur du Brexit, la campagne et l'élection présidentielle américaine de 2016, la campagne électorale présidentielle menée pour le moment en France et ce, à la suite d'un quinquennat pour le moins mouvementé, mais aussi l'affaire Publifin et autres scandales, dont les violations des droits humains par divers gouvernements - cfr Turquie, République démocratique du Congo, Philippines, etc - ont suscité des manifestations aux dimensions particulièrement importantes relevées par les médias à travers images et commentaires. Ces événements entraînent aussi les réactions d'individus et même de foules, comme aux USA et en Roumanie, spécialement vis-à-vis des mandataires politiques au point que pas mal de citoyens en arrivent à rejeter tout ce qui concerne la vie politique et à adhérer aux discours extrémistes, particulièrement à ceux de l'extrême droite, ainsi qu'on a pu le constater en Autriche, en France ou aux Pays-Bas. Mais ces événements ont aussi entraîné des réactions au sein du monde politique ou encore dans les milieux économiques. Ce sont des réactions de crainte quant aux conséquences à redouter, y compris pour les élus actuels, mais aussi des réactions basées - il faut s'en réjouir ! - sur des valeurs. De telles réactions ne sont évidemment pas étrangères à des «mea culpa» plus ou moins sincères, ainsi qu'à des repositionnements soudains ou à d'autres intervenant à la suite de réflexions et d'engagements inscrits davantage dans la durée.

Tel est, nous a-t-on signalé, le cas du Français **Dominique Potier**, député PS de la 5e circonscription de Meurthe-et-Moselle (Toul). Car celui-ci se définit comme socialiste, écologiste, chrétien attentif aux liens à faire entre engagements politiques et spiritualité, en étant partisan de la laïcité dans le sens du refus que le religieux reprenne la main sur la société. Devenu maire de son village, Lay-Saint-Remy, en 2001, il démissionna de cette fonction quand il fut élu député en 2012 en ayant eu Mme Morano comme adversaire. Mais il s'est abstenu lors du vote de la loi du «mariage pour tous», parce qu'il estimait que ce vote se faisait au forcing, sans prendre le temps d'une explication et d'un appel à la «raison large» dans un débat avec la société civile, tandis qu'il considérait que d'autres promesses faites par François Hollande avant de devenir président auraient mérité la priorité, notamment par rapport aux personnes en situations précaires et au travail de lutte contre les ghettos dans les cités.

Dominique Potier préside le cercle politique **Esprit critique**. Lancé après l'affaire Cahuzac, à l'initiative de Jacques Delors et de J-B. De Foucault, ancien commissaire au Plan, celui-ci comprend des membres de diverses convictions et mouvances politiques. En faisant référence au personnalisme communautaire de Mounier, il vise à réancrer l'action politique dans la société civile et à permettre une réflexion en profondeur sur des enjeux qui font régulièrement l'objet de rencontres, tant en marge de l'Assemblée nationale qu'à l'Université d'automne de Cluny.

Militant depuis toujours, Dominique Potier s'est construit dans le mouvement associatif, à l'école du MRJC, équivalent de l'ancienne Jeunesse Rurale Catholique. Ses premiers lieux d'action furent la création d'une radio locale, de clubs d'investissements locaux et des premiers comités de «développement durable» à la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle. Sa capacité d'initiative se double d'un souci permanent de penser l'avenir, qui le fit faire des études pour une maîtrise en géographie et une licence en théologie catholique. Avec quatre associés, il a créé, à partir de la ferme familiale, une coopérative bio et éducative. Avec Anne, son épouse, coordinatrice d'un service d'aide à domicile, il continue à militer au sein d'associations caritatives et de solidarité.

À l'Assemblée nationale, Dominique Potier est membre de la Commission des Affaires économiques. Pour en avoir été le rapporteur, il s'est réjoui de l'adoption par les députés français de la loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres et pour le bio-contrôle, ainsi que de celle sur le devoir à avoir vis-à-vis des multinationales (1). Et en date du 7 février dernier, il avançait, sur internet, des pistes pour un «Civic Act» en écrivant : «Le malheur est que les évolutions positives ont souvent été déclenchées par les scandales comme celui de Jérôme Cahuzac et aujourd'hui de François Fillon. Nous légiférons tels des pompiers face à des incendies que nous n'avons pas su prévenir.»

La démarche de ce député français, qui aime citer Pierre Mendès-France, Edgard Pisani ou encore Jacques Delors, montre bien qu'il y a des élus soucieux de la «res publica». Mais elle rappelle aussi que le politique cache souvent l'économique pour le meilleur et pour le pire...

(1) Le récent vote de cette loi française a été saluée en Suisse, le 23 février dernier, par l'intéressante **Initiative pour les multinationales responsables**, qui regroupe quelque 80 organisations de la société civile, des Églises, des syndicats et d'associations d'actionnaires regrettant que le Conseil fédéral ait seulement adopté un plan d'action national qualifié de «sans consistance».

Populorum communio

C'est sous le titre «Populorum communio» que les Évêques de Belgique publient une nouvelle lettre pastorale à l'occasion du 50e anniversaire de l'encyclique «Populorum progressio» que le pape Paul VI avait consacrée au développement des peuples, en considérant le Développement comme le nouveau nom de la Paix.

Cette encyclique datant du 26 mars 1967, les Évêques se basent sur le récit de l'aveugle-né tiré de l'évangile de saint Jean qui sera lu le 26 mars prochain (Jn 9,1-41) à l'occasion du 4e dimanche de Carême de l'année liturgique A, qui est celui de la lère collecte du Carême de Partage de cette année.

Il y a cependant bien d'autres raisons de lire, d'analyser et de prolonger cette contribution épiscopale. En effet, celle-ci prolonge la lettre «Vivre ensemble avec les réfugiés et les migrants, nos frères et soeurs» et elle rappelle ce que proposait Paul VI en 1967. Certes, le contexte dans lequel nous vivons a bien évolué et ne cesse de l'être. Toutefois, comme le rappelait encore en 2012 l'auteur du fameux «Indignez-vous!» que fut le grand défenseur des droits humains Stéphane Hessel, «Populorum progressio» demeure une charte universelle toujours valable et notamment du fait que Paul VI avait repris les affirmations fortes du père Lebreton, le fondateur de Économie et Humanisme qui contribua au développement de divers pays, dont le Sénégal où il fit collaborer chrétiens et musulmans : «Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme. Comme l'a justement souligné un éminent expert : 'Nous n'acceptons pas de séparer l'économique de l'humain, le développement des civilisations où il s'inscrit. Ce qui compte pour nous, c'est l'homme, chaque homme, chaque groupement d'hommes, jusqu'à l'humanité tout entière'». (PP, n°14).

La lettre «Populorum communio» relève, à la suite du pape François, l'importance de «la dimension sociale de la miséricorde». En employant la méthode Voir-Juger-Agir, elle propose une analyse sur ce qui se passe tant au niveau mondial que dans notre pays, en citant notamment les fermetures de grandes usines comme Caterpillar à Gosselies et Ford à Genk, les licenciements dans différentes banques, mais aussi les guerres et les injustices vécues à travers le monde. Les évêques y constatent que chaque secteur de l'activité humaine fonctionne

désormais comme ...une religion : religion de la technologie, de la science, de la politique ou de l'économie, en relevant que «cette autonomie engendre des progrès mais aussi des exclusions».

En faisant le lien avec la notion de miséricorde, les évêques montrent que les chrétiens ont à s'engager pour promouvoir la justice sociale, la solidarité, la communion des peuples et pour «la mission en faveur de la création ou une Église 'en transition'».

À propos de la justice sociale, ils écrivent que le concept du droit à une vie digne a émergé depuis l'encyclique «Rerum novarum» de Léon XIII datant de 1891 et ils ajoutent que «ce raisonnement est basé sur la justice générale, qu'on a appelée ensuite justice sociale, sous l'impulsion des abbés Adolf Daens et Antoine Pottier». De plus, lors de la présentation du document à la Presse, Mgr Delville, évêque de Liège et historien, a relevé le rôle important joué par les syndicats, les mutuelles et, comme contre-pouvoir, par tout le monde associatif, en allant même jusqu'à le proposer à d'autres comme modèle...

À propos de la solidarité, les Évêques de Belgique rappellent que, selon le pape François, celle-ci désigne beaucoup plus que quelques actes sporadiques de générosité et «demande de créer une nouvelle mentalité qui pense en terme de communauté, de priorité de tous sur l'appropriation des biens par quelques-uns» (Pape François, La joie de l'évangile, 2014, §188).

Nos évêques signalent encore que l'encyclique «Populorum progressio» a développé dans l'Église un mouvement de solidarité qu'ont porté, à Bruxelles et en Wallonie, Entraide et Fraternité (avec notamment les Carêmes de Partage), Vivre Ensemble (avec les campagnes d'Avent), mais aussi Justice et Paix ainsi que Caritas. Et ils citent aussi les pluralistes Opérations 11.11.11.

Tout en écrivant que leur déclaration rejoint bien les apports des papes Paul VI et François prônant le développement par une communion des peuples basé sur la justice, ils ajoutent: «Encore faut-il qu'ils soient mis en pratique par le plus grand nombre possible de chrétiens, aux côtés des femmes et hommes de bonne volonté!». Et ils rappellent fort opportunément cette affirmation du Synode des Évêques réuni à Rome en 1971 : «l'action pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent comme une dimension constitutive de la proclamation de l'Évangile qui est la mission de l'Église pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive».

Reste à voir quelle sera l'attention qui sera accordée à ce document long de 32 pages, fussent-elles petites, qu'est la lettre «Populorum communio»!

Déclaration des Évêques de Belgique. Nouvelle série, n°41. Populorum communio-La communion des peuples. Lettre des Évêques de Belgique pour les 50 ans de l'encyclique «Populorum progressio» du pape Paul VI, mars 2017, Licap, rue Guimard 1, 1040 Bruxelles.

Pour une gouvernance responsable de la Terre

Dans la prolongement des appels du pape François et des Évêques de Belgique, mais aussi de celui de la rencontre «Notre Terre... demain?» organisée en janvier 2016 par notre mouvement, est à signaler le petit dossier sur les **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts** qui est paru dans le numéro 120 de la revue «Voix du monde rural» de la Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques ou FIMARC, dont l'ACRF-Femmes en monde rural fait partie et en accueille le secrétariat à Assesse.

Ce dossier relève que ces directives constituent le premier instrument détaillé à l'échelle mondiale relatif aux régimes fonciers et à leur administration. Il a été préparé à travers des négociations au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou FAO, par des représentants des gouvernements, agences de développement multilatérales, secteur privé et société civile.

En plus du rappel de ce qu'est le foncier, sont notamment signalés les principes de mise en oeuvre des directives, y compris par rapport aux droits de l'homme et au droit international, ainsi que les limites et les avantages d'instruments juridiques non contraignants comme le sont ces directives, de même que les avis des ONG à propos desquels la FIMARC signale que ces directives représentent un progrès important, mais sont insuffisantes au sujet de la subsistance des petits producteurs, car «elles ne s'attaquent pas suffisamment à des pratiques comme l'accaparement des terres et des ressources en eau, des pratiques qui contribuent à l'insécurité alimentaire, provoquent des violations des droits humains et la dégradation de l'environnement». De là l'appel à la collaboration lancé par la FIMARC en vue de la constitution de réseaux et pour la mise en oeuvre d'activités conjointes, afin

d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts aux divers niveaux, du mondial au local.

Pour plus d'infos: FIMARC, rue Jaumain, 15, à 5330 Assesse.

Courriel : fimarc@skynet.be et site www.fimarc.org, mais aussi www.fao.org.

De la Belgique à l'Europe

Le père **Frank JANIN** deviendra en août prochain le président de la Conférence des Provinciaux jésuites européens conduisant 22 provinces et 4000 jésuites.

Né à Versailles en 1958 et ayant effectué une partie de sa formation à Ottawa, le père Janin est cependant un fin connaisseur de la réalité belge. En effet, après avoir été supérieur du noviciat pour la Belgique néerlandophone et francophone, il a dirigé, de 2002 à 2011, le centre spirituel «La Pairelle», sur les hauteurs de Namur, et aura été Provincial pour la Belgique méridionale (Bruxelles et la Wallonie) et du Luxembourg de 2011 à 2017.

Durant cette dernière période, en poussant à ce que les laïcs prennent leurs places et leurs responsabilités, le père Janin accompagna notamment, avec discrétion et perspicacité, la transformation des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix en Université de Namur, à travers notamment l'élaboration de la nouvelle «déclaration d'engagement réciproque entre la Compagnie de Jésus et l'Université de Namur».

Le père Janin a aussi joué un rôle important dans la création de la nouvelle province jésuite qui couvrira, à partir du 31 juillet prochain, la Belgique francophone, le Luxembourg, la France, l'île de la Réunion et l'île Maurice ainsi que la Grèce. Dans un communiqué, le nouveau président des jésuites européens a souligné que : **«L'Europe vit un moment charnière de son histoire. Son avenir inquiète bon nombre de personnes. Le pape François disait récemment que l'Europe est 'appelée à redécouvrir son identité propre' et que cela 'requiert de redécouvrir ses racines pour bâtir l'avenir'. Je pense que la Compagnie de Jésus, présente dans tant de lieux d'Europe, a un rôle important à jouer pour aider l'Europe à retrouver ses racines.»**

De plus, d'une interview publiée en anglais, relevons ces précisions du père Janin : «Des projets nouveaux et ambitieux ont récemment été développés dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation des dirigeants ignatians, ainsi que de la protection des mineurs et des adultes vulnérables. Et n'oublions pas les apostolats

européens à Bruxelles. Là encore, nous pouvons humblement mais vigoureusement apporter notre pierre à une Europe plus juste et plus fraternelle qui n'oublie pas combien ses racines plongent profondément dans le socle de l'Évangile».

Quand on enseigne le mépris de l'autre ...

«Quand on enseigne le mépris de l'autre...» est le thème quelque peu percutant de la 12e journée d'étude et de rencontre organisée par la Commission interdiocésaine pour les relations avec l'islam (CIRI), dont l'évêque référendaire est Mgr Harpigny. Ouverte en entrée libre à toute personne intéressée par les relations entre chrétiens et musulmans, elle aura lieu le samedi 11 mars à partir de 9h30 sur le site UCL à Bruxelles Woluwe. Avec, le matin, une introduction sur le radicalisme islamiste et l'effondrement de l'humanisme athée occidental par **Emilio Platti**, dominicain et islamologue, un regard critique vers le christianisme par **Ignace Berten**, dominicain, et un regard critique vers l'islam par **Hicham Abdel Gawad**, professeur de religion islamique détenteur d'un master en sciences des religions et spécialiste du dialogue islamo-chrétien. Et des témoignages durant l'après-midi. *Infos et inscriptions (en indiquant nom, prénom, adresse, courriel, téléphone) auprès de soeur Marianne Goffoël (mariannegoffoel@gmail.com ou 79, rue Potagère, 1210 Bruxelles).*

A la suite de Dom Helder Camara

Parmi les acteurs qui ont marqué le mouvement de solidarité ayant prolongé l'encyclique «Populorum progressio» rappelé par les Évêques de Belgique figure en très bonne place le regretté Dom Helder Camara, qui fut archevêque d'Olanda et Recife, au Brésil, figure marquante du concile Vatican II, mais jamais fait cardinal, alors qu'il fut le porte-parole des sans voix et qu'il encouragea l'Église de Belgique à développer des campagnes d'Avent aux côtés des Carêmes de Partage. C'est sous le titre «À l'école du Christ des pauvres avec Dom Helder Camara» qu'**Ignace Berten**, théologien dominicain, animera une session du vendredi 31 mars à 18h30 au dimanche 2 avril à 17h au Centre spirituel La Pairelle, à Wépion en partenariat avec l'association «Dom Helder, Mémoire et Actualité». (www.heldercamara-actualites.org) *Pour infos et inscriptions, s'adresser au Centre spirituel La Pairelle, rue Marcel Lecomte, 25, à 5100 Wépion. Tél : 081.468111 – centre.spirituel@lapairelle.be – www.lapairelle.be.*

Les pandas et la diplomatie

Le 8 mars 2014, s'est déroulé en Chine le départ par voie aérienne et pour notre pays de deux pandas, alors que 80 % des pandas géants du monde y vivent dans la province du Sichuan .

Ce départ s'est déroulé en présence de l'ambassadeur de Belgique, du directeur **Eric Dom** du parc d'attractions Pairi Daiza, une des attractions touristiques les plus fréquentées de Wallonie, et d'autorités chinoises. À cette occasion, le secrétaire du parti de la ville de Dujiangyan, située dans ladite province, a déclaré que «le départ de Xing Hui et de Hao Hao en Belgique marque le début de la coopération en matière de recherche sur le panda géant, entre la Chine et la Belgique». (www.pyrotechnie.com)

Ce voyage a marqué la fin d'un épisode de la politique communautaire belge. Ainsi, selon «Express Business» du 10 septembre 2013, le jardin zoologique Pairi Daiza situé à Brugelette, en Wallonie, a la chance d'héberger pendant dix ans deux pandas géants, selon un accord conclu entre par le Premier ministre Élio Di Rupo et les autorités chinoises. La même source signale que le zoo d'Anvers a réagi à ce sujet avec indignation et que, selon le député NVA, Zuhail Demir, il semble que Di Rupo ait mis en oeuvre des moyens diplomatiques pour aider un zoo de sa propre région (<https://fr.express.live2013/09/10>).

On se souviendra que pas mal d'articles ont été écrit à ce sujet et qu'un bébé panda est né le 2 juin 2016 au parc Pairi Daiza et a suscité une pluie d'articles. Alors que en toile de fond il y a **une véritable diplomatie chinoise du panda**. En effet, traduit du journal de Hong Kong «South China Morning Post», un article paru sous le titre «Les pandas, des ambassadeurs de luxe» dans le «Courrier international» daté du 12-19 janvier 2017 (pp. 38-39) révèle que depuis 1941, 66 pandas ont été envoyés à l'étranger, soit sous le régime du don ou échange, soit celui du cadeau diplomatique, soit enfin dans le cadre de la collaboration au plan de la recherche (recherche collaborative), comme c'est le cas pour les pandas de Pairi Daiza. Et sans pouvoir en dire plus sur la convention précise passée entre la Chine et la Belgique (dont nous ne disposons pas), on notera que le même article signale que la redevance annuelle à la Chine est de 1 M de dollars, que le petit animal né dans le pays d'accueil est propriété de la Chine, qu'il y a 600.000 \$ d'impôt dû à la Chine pour une naissance et retour en Chine à l'âge de trois ans.

Voilà donc tout ce qu'il y a de diplomatie et de commerce derrière ces désormais trois sympathiques et paisibles bêtes hébergées à Brugelette. Avouez qu'il y aurait de quoi écrire un polar!

Pour un meilleur Vivre Ensemble

Pour continuer à promouvoir l'agriculture paysanne et l'agroécologie dans les pays du sud, mais aussi chez nous et jusque parmi les citoyens et consommateurs, Entraide et Fraternité **accueille en mars des partenaires du Guatemala** qui promeuvent et pratiquent le «buen vivir» entre eux et avec la Terre qui leur vient des sagesse ancestrales des peuples indigènes d'Amérique latine, dont les indiens mayas.

En témoigneront du 13 au 30 mars **Angelica Marina Lopez**, femme maya qui a aidé au respect des accords de paix de 1996 et qui coordonne au Guatemala le programme «Souveraineté alimentaire pour tous» de Entraide et Fraternité ainsi que trois autres femmes et un homme appartenant aux organisations suivantes : Coordination indigène pour le développement intégral (COINDI), Services juridiques et sociaux (SERJUS), Coopération pour le développement rural du Sud-Ouest (CDRO) et Association pour la promotion du développement des communautés (CEIBA).

Ces acteurs de terrain auront été précédés par **Mgr Ramazzini, évêque de Huehuetenango**. Connue pour ses engagements aux côtés des pauvres, il fut président de la Conférence épiscopale du Guatemala, dont il est toujours responsable de la Commission Justice et Solidarité. Il préside aussi la Commission Écologie et Paix, une association nationale qui lutte contre l'appropriation des ressources naturelles par les entreprises étrangères, alors qu'il avait mis les Européens en garde vis-à-vis de traités de libre échange comme ceux dont ont été victimes les 60 % des seize millions d'habitants de son pays vivant dans la pauvreté. Au programme de la visite de cet évêque très apprécié par l'abbé Jean-Marie Boxus, prêtre Fidei Donum originaire de Gembloux, Entraide et Fraternité a notamment inscrit des **interventions publiques** le 6 mars à Namur, le 7 à Bruxelles, le 8 à Habay, le 9 à Mesvin et à Mons, les 10 et 11 à Liège. *Pour plus d'infos, s'adresser à Entraide et Fraternité, rue du Gouvernement provisoire, 32, à 1000 Bruxelles.*

Tél: 02.2276680 ou sur www.entraide.be

Par ailleurs, c'est à promouvoir un meilleur vivre ensemble chez nous et spécialement avec **les victimes de la pauvreté et des exclusions sociales à Bruxelles et en Wallonie** que contribue Vivre Ensemble à la fois durant et au-delà des campagnes d'Avent

Pour rappel, la première de celle-ci remonte à 1971. Elle avait fort justement pour thème «Vivre Ensemble» au moment où, passées les Golden Sixties, on commençait à parler de «crises», terme n'ayant désormais plus disparu de notre vocabulaire et encore moins des réalités vécues dans notre pays et à travers le monde! De là tout le travail mené par Action Vivre Ensemble et Vivre Ensemble Éducation, dont les trop peu diffusés dossiers de campagnes - comme, en 2016, «Notre avenir en commun - Demain entre nos mains» - et les intéressantes analyses régulières, dont celles sur les problématiques suivantes qui ont été publiées en 2016 : Franchir les frontières : un défi pour le XXIe siècle ; Médias : la crise des réfugiés sous la loupe ; L'éducation permanente : un outil contre le racisme? ; TTIP, CETA... mobilisation citoyenne et stratégie politique ; Le protectionnisme : péché capital du XXIe siècle? Justice fiscale : inaccessible étoile ou choix de société? ; «Tous pourris» ou une démocratie à réinventer? ; Jihadisme 'made in Belgium' - un terrorisme religieux? ; A-t-on (vraiment) le pouvoir de changer les choses? ; La monnaie citoyenne : un outil de Transition? ; Bien vivre : un projet difficile à mesurer ; Initiatives citoyennes : et le politique dans tout ça? ; Pauvreté et aide sociale : rien de neuf sous le soleil? ; Dix ans pour le projet Bethléem...et des pistes pour le logement à Bruxelles (et ailleurs, Ndr) ; Formation «Tous VIP» : le volontariat ne s'improvise pas.

Pour retrouver ces analyses, voir sur le site www.vivre-ensemble.be/analyses ou s'adresser à Vivre Ensemble, rue du Gouvernement provisoire, 32, à 1000 Bruxelles. Courriel: contact@vivre-ensemble Tél: 02.2276680, chaque analyse pouvant être obtenue gratuitement sur papier en petites quantités. Quant à l'étude de 2016 «Notre avenir en commun - Demain entre nos mains», une version papier peut être obtenue au prix de 3 € + frais de port.

RACINES ET TRACES

Hommages mérités

Les dernières semaines de 2016 et les premières de 2017 ont été marquées par les décès de

personnalités à la fois fortes et attachantes qui ont joué un rôle important dans la vie de la Wallonie, en ayant partagé les options chères à Église-Wallonie ou en en ayant été membres, raisons pour lesquelles nous avons tenus à leur consacrer les In memoriam qui suivent :

Jean VERJANS a été durant des années membre du Comité du mouvement Église-Wallonie, au sein duquel on se souviendra encore après sa mort de sa grande perspicacité, mais aussi de son contact chaleureux, de son humour et de son accent qui étiquetait son origine.

Jean était né le 8 mars 1926 dans une famille ouvrière de Visé, ville à laquelle il resta attaché en y ayant été membre de la Commission d'assistance publique de 1958 à 1976, puis candidat écolo aux élections communales de 1988. Ses funérailles y ont été célébrées le 21 janvier dernier. Son père et son frère travaillèrent toute leur vie à la Fabrique nationale d'armes ou FN, à Herstal, dont on rappellera ici que ce sont les travailleuses qui lancèrent le mouvement «À travail égal, salaire égal».

Comme le rappelle son avis de décès, portant le croix scoute, Jean mena un engagement de «militant ouvrier chrétien, pacifiste et écologiste». En effet, après avoir été délégué syndical de la CSC, il fut secrétaire fédéral du Mouvement ouvrier chrétien à Liège. Au sein du MOC, il mena un combat permanent pour une relève de la Wallonie. Il le fit comme fondateur et président de la Démocratie chrétienne liégeoise de 1964 à 1970, en quittant le Parti Social chrétien ou PSC en 1968, mais aussi à travers ses engagements politiques qui sont, à eux seuls, une histoire des mouvements et partis wallons : pour les Fourons, à Rénovation wallonne, à Objectif '72, au Rassemblement wallon - dont il ne fut jamais membre, mais en encouragea la formation, au Groupe politique des travailleurs chrétiens (GPTC) et au SeP (Solidarité et participation) et à Écolo, dont il fut un conseiller provincial de Liège de 1991 à 1995. A propos de cet itinéraire politique, on signalera, outre la notice provisoire dans le Maitron (dictionnaire biographique du monde ouvrier), celle de Paul Delforge, dans l'Encyclopédie du Mouvement wallon de l'institut Destrée. Il y est indiqué que dans une lettre signée en 1968 quatre secrétaires régionaux du MOC - Germain Cappelman à Charleroi, Louis Boulvin à Mons, André Tilquin à Namur et Jean Verjans à Liège - prenaient position en faveur d'une communauté wallonne et d'une parité dans l'État entre les Wallons et les Flamands. Et on soulignera aussi le rôle que joua Jean Verjans au sein du

MOC, parmi les secrétaires fédéraux des arrondissements industriels, dans le rapport de forces vécu en 1972 et qui mena à la déclaration en faveur du pluralisme politique au sein du MOC, alors que le président de celui-ci, André Oleffe, tentait de forcer l'adhésion au PSC. Et à tout cela s'ajoute encore que Jean Verjans participa dans la vie ecclésiale à la réflexion pastorale lancée après le concile Vatican II aux niveaux diocésain, décennal et paroissial, mais aussi, répétons-le, au sein de Église-Wallonie.

De **Émile SERVAIS**, qui est décédé le 27 janvier 2017 à l'âge de 77 ans et après plusieurs hospitalisations, on peut dire qu'il aura été un des premiers à cotiser à Église-Wallonie pour 2017 et qu'il a rédigé, avec Pierrot Dufaux, membre du Comité du mouvement, des notices sur un des pionniers de la sociologie religieuse que fut l'abbé Joseph Laloux et sur l'homme politique démocrate chrétien André Tilquin, qu'on peut trouver sur le site www.eglise-wallonie.be. Mais bien d'autres choses ont été exprimées à son sujet, y compris lors de ses funérailles célébrées le 1er février à Malonne en présence d'une très nombreuse assistance et avant l'inhumation le même jour à Le Roux. Docteur en sociologie de l'Université catholique de Louvain, Émile Servais était l'auteur d'une thèse présentée en 1975 avec Georges Liénard sous la direction du réputé professeur Jean Remy et dont est issu un ouvrage (1). Émile Servais porta notamment ses analyses sur la reproduction sociale et sur le capital intellectuel. Intellectuel de grand format, il lia recherche, enseignement et action. Il fut, en effet, professeur à l'École sociale de Namur, à l'Institut supérieur de culture ouvrière (ISCO) et à l'Université catholique de Louvain, tant à la Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES) qu'à la Faculté ouverte de formation des adultes (FOPA). Mais il fut aussi haut fonctionnaire du Ministère de la Région wallonne et, durant 26 ans, président du Mouvement ouvrier chrétien de Namur. Le 1er février, à la messe des funérailles, les témoignages ayant remplacé une homélie ont mis en avant la démarche pluraliste d'Émile Servais, ainsi que son souci de rigueur, de questionnements et d'une relation d'écoute avec les étudiants qui les ouvre à l'autonomie et à une capacité d'analyse des situations et des institutions.

Le 31 janvier, lors de la présentation des vœux au MOC de Namur, le président Pierre Reman, par ailleurs ancien directeur de la FOPES, avait déclaré: «Émile était un grand intellectuel, un sociologue ancré en Wallonie et dans sa région namuroise, dont les analyses avaient une portée universelle». Et durant la messe des funérailles, il devait encore dire : «Émile avait une conception haute de l'action politique quand elle se mettait au service du bien public. Ouvert au pluralisme, Émile était un vrai

progressiste qui bousculait les idées toutes faites et nous détournait de la pensée unique. Mais, avant tout, Émile était un homme qui cultivait l'art de la conversation avec ses amis à la Semaine sociale, après une défense de mémoire ou un cours ou en réunion associative ou politique».

Amis, anciens collègues, anciens élèves, militants et aussi membres d'Église-Wallonie se souviendront de la chaleur d'accueil, de la perspicacité et de la grande écoute d'Émile Servais, tandis que le souvenir remis à l'issue de la célébrations de ses funérailles reprend comme suit ces propos de Pierre Bourdieu, ce sociologue qui inspira fortement la démarche scientifique et l'action de son collègue wallon: «Pour crever l'écran des mots communs dans lesquels chacun de nous vit et dit ses petites misères comme ses plus grands malheurs dit Pierre Bourdieu, il faut 'une disposition accueillante qui incline à faire siens les problèmes de l'autre', une 'aptitude à le prendre et le comprendre tel qu'il est', dans une sorte d' exercice spirituel qui échappe 'aux eaux froides du calcul, de la violence et de l'intérêt'.».

De là aussi les remerciements suivants de l'épouse et de la famille qui reflètent bien ce que celui-ci fut et fit avec eux et bien d'autres : «Merci d'avoir été à nos côtés pour vivre et dire que les luttes dont nous avons été les compagnons, les échanges de savoirs dont nous avons été les protagonistes, les relations sociales dont nous avons été les partenaires ; les rencontres amicales dont nous avons été les auteurs se survivent, dès lors que nous ne les privons pas de nos énergies.».

(1) Liénard Georges et Servais Émile, *Capital culturel et inégalités sociales. Morales de classe et destinées sociales*, Bruxelles, Éd. Vie Ouvrière et Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 1978, 524 pages.

Survenu le 27 décembre dernier, le décès de **Roland FERRIER** s'est ajouté à ceux d'autres initiateurs de la création du mouvement Église-Wallonie. Alors qu'il était né en 1934 à Andenne et que ses funérailles ont eu lieu en l'église Sainte-Gertrude d'Hévillers, ce lieutenant-colonel d'aviation BEM enseigna à l'École royale militaire. Il était diplômé en sciences politiques et sociales, en études européennes et en pays en développement et fut l'auteur d'articles dans ces domaines. Mais il s'intéressa aussi à l'histoire du mouvement wallon. Ainsi, fut-il membre de l'équipe qui réalisa, sous la conduite de Jean-Émile Humblet et Tony Dhanis, les deux ouvrages «Église-Wallonie» parus aux Éditions Vie ouvrière (en 1983, le tome 1: Chances et risques pur un peuple et en 1984, le tome 2: Jalons

pour une histoire religieuse de la Wallonie). Dans le tome 1, il signa le chapitre IV «Figures ecclésiastiques du Mouvement wallon» (pp. 71-137) dans lequel il se demandait si le cardinal Mercier fut un allié du Mouvement wallon et présentait la défense de la Wallonie malmédienne et successivement l'abbé Jules Mahieu, l'abbé Georges de Froidmont, Omer Englebert, le chanoine Jacques Leclercq et le père Joseph Boly. Roland Ferrier avait aussi écrit un article sur Charles de Gaulle et la Wallonie paru au Cercle d'études Charles de Gaulle. En 1979, il fut un des fondateurs de l'AWALCO (Association wallonne pour la Culture et les Loisirs à Ottignies-Louvain-la-Neuve).

Avec le décès de **Jeanine WYNANTS**, c'est encore une grande personnalité que les milieux progressistes et chrétiens ont perdu. Née à Tilleur le 6 mai 1925 et décédée le 21 janvier 2017, ses funérailles ont eu lieu à la collégiale Notre-Dame et Saint-Domitien à Huy.

Cette ancienne jociste conduisit tour à tour, au niveau de Bruxelles et de la Wallonie, le mouvement Vie Féminine, le Mouvement ouvrier chrétien de 1979 à 1984 et la Commission Justice et Paix de 1987 à 1994 alors que son époux, Arnold Wynants, trop tôt disparu, fut à la tête des Équipes populaires. Tout en rappelant que Jeanine Wynants continua à faire partie de la Commission internationale du MOC jusqu'en 2011, Christian Kunsch, président de ce mouvement, a écrit que le combat, la personnalité et les analyses pertinentes resteront certainement marqués dans l'esprit de ceux qui poursuivent aujourd'hui l'action sociale du MOC.

Quant à l'équipe de Justice et Paix, elle a notamment écrit : «Nous garderons d'elle le souvenir de sa force et de sa présence sur des enjeux qui nous tiennent à coeur comme la paix et la démocratie en Afrique».

C'est comme présidente de Justice et Paix et tout comme Mgr Musty, évêque auxiliaire de Namur, que Jeanine Wynants joua un rôle très apprécié dans la préparation, la participation et les essais de suivis de la délégation inter-Églises belge au 1er Rassemblement oecuménique européen. Celui-ci s'était tenu à Bâle en 1989, peu avant l'historique chute du Mur de Berlin, sur le thème «Paix, Justice et Sauvegarde de la Création» et donc bien avant l'invitation du pape François à «écouter la clameur de la Terre et la clameur des pauvres». Et pourtant, à la suite d'une installation par ordre alphabétique, Jeanine Wynants avait dû participer à ce rassemblement à partir du dernier rang des centaines de délégués des Églises de toute l'Europe. Mais cela

ne l'avait pas empêchée de réagir, dans et hors séances plénières, aux positions figées de participants catholiques, orthodoxes, protestants ou anglicans, en ce qui concernait tout ce qui touchait la sauvegarde de la Création ou encore contre les sanctions à développer contre le régime de l'apartheid que réclamaient aussi le Conseil des Églises et la Conférence des Évêques catholiques d'Afrique du Sud, alors que Nelson Mandela était toujours en prison et qualifié de communiste par nombre de chrétiens...

L'économiste **Robert DESCHAMPS**, qui était né à Clabecq le 17 octobre 1942, est décédé à Namur le 13 décembre 2016. Connu pour ses interventions claires et interpellantes faites tant dans les médias audio-visuels et écrits que dans des cénacles spécialisés (colloques, séminaires, auditions devant des responsables politiques,...), ce mathématicien et économiste a mené de nombreuses recherches de haut niveau. Comme macroéconomiste, il s'est notamment intéressé à l'économie belge et wallonne, particulièrement au marché du travail et au sous-emploi, ainsi qu'à l'enseignement obligatoire, du point de vue de son organisation, de son financement et de son efficacité, de même qu'aux finances des Communautés et des Régions. Professeur à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion de Namur depuis 1974, il y fonda avec quelques collègues le Groupe d'Économie wallonne qui deviendra le CERPE ou Centre de recherche en économie régionale et politique économique (www.unamur.be/eco/economie/cerpe/). De plus, avec d'autres professeurs d'université, il a été amené à alimenter les partis wallons en informations économiques de qualité dans le contexte des réformes institutionnelles. C'était là une réponse au déficit constaté en 1989 face à la délégation de la Flandre qui, en jonglant avec des ordinateurs Toshiba, fournissait des informations immédiates au sujet de l'impact financier de la réforme de l'État alors en négociation. La formation des adultes déjà engagé professionnellement fut un autre axe d'action de Robert Deschamps. Ainsi, il fut professeur à la FOPES (UCL) dès sa création et il a initié à Namur la licence en sciences économiques et sociales à horaire décalé (FASEG). Comme l'ont écrit les professeurs Mignolet, Platteau et Reding, ainsi que le recteur de l'Université de Namur Yves Pouillet, «sa rigueur, sa finesse et sa franchise, son humour aussi, ont marqué ceux qui l'ont côtoyé. Les valeurs d'ouverture et de pluralisme qu'il a toujours défendues avec force ont été source d'inspiration pour beaucoup d'entre nous.».

Cathédrales, collégiales et basiliques

Ouvrage destiné au grand public, le guide «La route des cathédrales, collégiales et basiliques» comporte 41 étapes à travers la Wallonie. Chacun des édifices retenus est présenté en 5 à 7 pages à la fois bien remplies et aérées avec des photos, selon un même schéma comprenant : historique, description de l'édifice actuel et de son évolution dans le temps, présentation du mobilier et de l'un ou l'autre événement lié au bâtiment, informations pratiques (adresse, téléphone, horaire, etc). En fin de volume glossaire et plan-type. Écrit dans une langue légère et confortable, ce guide est un bel outil pour aider touristes, pèlerins et amateurs d'art à aller à la découverte d'un important patrimoine.

Christine Caspers, *La route des cathédrales, collégiales et basiliques en Wallonie*, introduction de Julien Maquet, photos de Guy Focant, Namur, Institut du Patrimoine Wallon (IPW), 2016, 284 pages.

Sur le patrimoine oral et immatériel en Wallonie

Le patrimoine oral et immatériel ne se limite pas aux «grosses» manifestations festives ou à des formes de haute symbolique. Il comporte également des expressions bien plus «discrètes», plus confidentielles, tout aussi riches et importantes à perpétuer! De là l'exposition «Regards sur le patrimoine oral et immatériel en Wallonie» qui est présentée depuis décembre dernier et jusqu'au 5 novembre 2017 à l'Écomusée du Viroin, rue Eugène Defraire, 63, à 5670 Treignes, en collaboration avec le Domaine provincial du Fourneau Saint-Michel.

Pour plus d'infos, consulter le site www.ecomuseeduviroin.be ou téléphoner au 060.390605.

Entre catholiques hennuyers du XXe siècle

De son nom d'auteur **Jean Neuville**, l'historien du monde ouvrier Hubert Dewez avait trouvé dans les archives du chapitre de la cathédrale de Tournai une lettre datée du 10 juin 1933 et signée par le **baron Léon-Auguste-Marie Gendebien**, de Marbais-la-Tour, qui fut un membre influent et sénateur du Parti catholique, alors qu'il était le père de Paul-Henri Gendebien. Dans ce courrier, qui était adressé au chanoine Lamy, directeur des Oeuvres sociales du diocèse de Tournai, le baron Gendebien écrivait que le Parti catholique devrait rejeter purement et

simplement Jean Bodart qu'il qualifiait de «chancre», alors que ce dernier était le secrétaire de la Ligue des travailleurs chrétiens de Charleroi et qu'il fut député de 1926 à 1932 avant d'être réélu en 1936. Et sur la lettre du baron Gendebien, le chanoine Lamy avait écrit «Répondre d'accord»....

On peut évidemment se permettre de deviner ce qu'aurait pensé le baron Gendebien de tout ce que firent par la suite les militants et aumôniers liés au Mouvement ouvrier chrétien s'il n'était pas décédé le 29 janvier 1941. Alors que ceux-ci trouvèrent de sérieux soutiens de la part d'évêques successifs et au sein de l'Église diocésaine. Quant à ce qu'aurait pensé le baron à propos des engagements de son fils au sein du Rassemblement wallon et ensuite pour le rattachement de la Wallonie à la France, cela est une autre histoire...

Il reste 15 exemplaires en stock : Wallonie, Eglise. Turbulences et espérances.



Actes de la journée du 25ième anniversaire. Textes de Maurice Cheza, Jacques Briard, Jean-François Husson, Brigitte Laurent, Joseph Pirson, Jean Piroette, Jean Louvet, Jean-Pierre Lemaître, Edouard Brion, Jean-Emile Humblet, Joseph Dewez, Luc Maréchal (130 pages).

Envoi (frais d'envoi compris) au prix de 16 €, à verser au compte BE31 0011 6110 5255 d'Église-Wallonie, Louvain-la-Neuve avec la Neuve avec la mention « Actes » et adresse d'envoi.

POUR FAIRE «SPITER» LE WALLON

Du Namurois **Joseph Dewez**, ce poème que lui avait inspiré la guerre civile au Sud-Liban, mais qui peut encore se lire en lien avec ce qui se passe toujours en Irak et en Syrie....

Quate solias

-I lût lès quate solias au Sud-Liban

Dès djoûs et dès djoûs qui l' idiâle

a moussi dins l' frake do solia èt toker
èt cûre lès fleûrs à crayas

Douvént? Douvént qui nos rôses di-
mér sorvikenut?

Èt t'nu bon su leûs pus ôts scayons?

Coriantes qu'èle sont
Et soriyantes au d'là

Douvènt?
Quitefiye qu'èle coudenut co, à l' mère copète,

on chouya d' vint?

Quitefiye qu'èle rascoudenut dins leûs keûrs au laudje?

Soleil de plomb sur le Sud-Liban

Voilà des jours et des jours que le
diable

s'est habillé de soleil de plomb
qui recuit les fleurs jusqu'à cendres

Pourquoi? Pourquoi nos roses
trémières survivent-elles?

Pourquoi résistent-elles au plus
haut de leurs échelons?

Comme elles sont souriantes?
Comme elles gardent sourire
débordant!

Pourquoi?

Peut-être cueillent-
elles encore, à la fine pointe,
un fifrelin de vent?

Peut-être
recueillent-elles en leurs
coeurs ouverts les
baisers rafraichissants?

Cotisation 2017 : 20€ et service du bulletin : 10€ à verser, de même que tout don (merci, cela nous est bien utile!), au compte BE31 0011 6110 5255 BIC GEABABEBB de Eglise-Wallonie à 1348 Louvain-la-Neuve.

Courriel: eglise_wallonie@gmail.com Site internet: www.eglise-wallonie.be

Forum électronique: <http://groups.yahoo.com/group/eglise-wallonie/>

Forum électronique: <http://groups.yahoo.com/group/eglise-wallonie/>



La Meuse

Le fleuve majeur de la Wallonie.

Les flots calmes, pêcheurs au gré d'un temps autre, d'un oeil pointant au repos le poisson se mouvant en ces eaux vosgiennes, d'une lointaine naissance.

En des temps lointains, ses flots submergeaient villes et champs.

Canalisée, éclusée, devenue paisible pour le confort des riverains, elle rumine sa force enchaînée.

Les péniches aux dimensions compétitives tentent de la franchir.

Elle, ravie des objets passants, « vive des petits bateaux », rêve d'un pays où les riverains de cette vaste région vivent le bonheur de vivre.